

Première Guerre mondiale : Le pacifisme des instituteurs par Loïc Le Bars

L'année 1914 a été l'occasion de nombreuses parutions sur la Première Guerre mondiale. Certaines d'entre elles ont abordé la question du pacifisme, particulièrement mal vu en une période de notre histoire où le nationalisme belliqueux, parfois revanchard, était dominant dans l'air du temps.

Les instituteurs ont payé un lourd tribut à la guerre. Le plus souvent sous-officiers et officiers subalternes, ce sont eux en effet qui montaient à l'assaut et par conséquent à la boucherie à la tête de leurs compagnies. Mais une minorité seulement d'entre eux a participé aux courants pacifistes et au refus de la guerre. À une époque où les fonctionnaires n'avaient pas encore le droit légal de se syndiquer, les instituteurs et institutrices étaient peu nombreux à la CGT. Pourtant, comme a pu l'écrire Pierre Monatte, un dirigeant de la CGT de l'époque, ces enseignants animaient « la seule fédération restée fidèle durant la guerre à l'internationalisme ouvrier, prouvant ainsi la vigueur de son esprit révolutionnaire ». Ce livre retrace la façon dont ils ont vécu la guerre à travers les lettres qu'ils ont envoyées à ceux et de celles qui partageaient leur engagement et qui luttaient à leur côté.

La Fédération des syndicats d'instituteurs a été, au sein de la CGT, la seule fédération restée fidèle durant la guerre à l'internationalisme ouvrier, prouvant ainsi la vigueur de son esprit révolutionnaire, comme a pu l'écrire un historien de la CGT. La grande majorité de ses militants (et de ses militantes) ont en effet figuré en bonne place dans la petite phalange des syndicalistes restés fidèles à leur idéaux pacifistes et internationalistes. D'autres ont noté le rôle joué par ces « petits intellectuels » pendant la guerre. Il n'a pas échappé non plus aux gouvernements. Dès le printemps 1917, les militants et plus encore les militantes de la Fédération ont en effet été les cibles privilégiées de la répression contre ceux que la presse qualifiait de « défaitistes », et cela avant même l'avènement du gouvernement Clemenceau. La Fédération comptait quelque 3 000 adhérents en 1913 répartis très inégalement dans 46 syndicats ou sections syndicales. Ils ont su affronter une opinion publique profondément hostile, si l'on en croyait la plupart des journaux, et la répression ne les avait pas fait renoncer à leur idéal. Il n'est donc pas vraiment surprenant que beaucoup d'entre eux se soient retrouvés peu de temps après parmi les rares syndicalistes à ne pas céder aux sirènes nationalistes, certains dès le déclenchement du conflit, d'autres à l'issue de la première année de guerre. D'autres facteurs peuvent aussi permettre de comprendre pourquoi et comment ils ont pu tenir la place qui fut la leur dans le mouvement pacifiste. Dans la CGT, la FNSI avait la particularité de compter d'assez nombreuses adhérentes qui représentaient environ un tiers de ses effectifs. Elles y jouaient un rôle non négligeable et certaines avaient été à l'origine de la création de leurs syndicats. Elles y exerçaient, ou y avaient exercé, d'importantes responsabilités, comme Hélène Brion qui était secrétaire adjointe de la FNSI depuis janvier 1914. Ces institutrices, de surcroît ardentes féministes pour beaucoup d'entre elles, étaient donc prêtes à prendre la relève de leurs camarades mobilisés et contribuèrent pour une large part au maintien d'un minimum de vie syndicale dans les départements où elles militaient.

La correspondance sur laquelle s'appuie ce livre met en évidence les difficultés auxquelles ces militants furent confrontés, leur isolement aussi, et témoigne de leurs interrogations sur l'utilité et plus encore sur l'impact d'un combat mené avec des moyens qui pouvaient paraître dérisoires en regard de ceux dont disposaient leurs très nombreux adversaires ; elle laisse souvent percevoir leur lassitude et même parfois leur découragement et permet, mieux que les comptes rendus officiels, de se rendre compte de l'âpreté des différents qui les ont opposés. Elle contient aussi les justifications de certains de ces « jusqu'aboutistes » qui tenaient à expliquer leur position. Les instituteurs mobilisés décriaient leurs conditions de vie sur le front ou dans les villages dévastés de l'arrière, faisaient part de l'effroi et de la consternation qui les étreignaient au spectacle de ce qui n'était pour eux qu'une boucherie aussi inutile que barbare.

Sommaire :

Introduction

I Le désarroi

II De l'École émancipée à l'École de la fédération

III La révocation de Julia Bertrand et « l'affaire Gabrielle Bouët »

IV « Protester contre les paroles de haine »

V La FNSI dans la minorité pacifiste de la CGT

VI Lettres venues du front

VII De Zimmerwald à Kienthal

VIII Un combat pour le présent ou un témoignage pour l'avenir ?

IX La polémique sur la « censure » exercée par la rédaction de l'École de la fédération

X Une place centrale dans le mouvement pacifiste

XI Printemps 1917 : l'espoir

XII La fin de l'année 1917 : désillusion et répression

XIII La seule fédération restée minoritaire

Conclusion